



Communiqué du SNJ-CGT de l'AFP

DESK ECO, BPA, SUPPRESSIONS DE POSTES : ARRETONS LA CASSE !

"L'agence a la réputation d'être irréformable, mais c'est usurpé et on va le montrer", avait estimé en juillet le nouveau PDG de l'AFP Fabrice Fries qui entendait *"relancer la machine"*. Sauf que son moteur, l'information, tousse sérieusement avec des réformes inspirées par le seul souci de *"rentabiliser"* la maison, et menées à la va-vite et sans concertation, accentuant la perte de sens au sein de la rédaction.

Et ce ne sont pas les suppressions de postes annoncées, venant s'ajouter au sous-effectif manifeste dans tous les services et dans tous les bureaux, qui vont remettre l'AFP à flot.

Les ravages du plan Fries, s'il était appliqué, seraient irréversibles pour l'AFP, son personnel et ses missions.

INCOHÉRENCE ET DÉGRADATION DE LA QUALITÉ

Passons sur les prétendus *"groupes de travail"* initiés par la direction qui n'avaient qu'un objectif : justifier sous un paravent démocratique – et en bafouant l'existence même des organisations syndicales – des mesures déjà décidées par avance.

Ou la suppression brutale du desk économique dans le seul but – inavoué – de dégager 3 postes, pour une copie toujours aussi dense, et qui a entraîné une complexification des routages et plusieurs problèmes de tuyauterie liés aux validations multimédias qui ont privé un important client de certaines dépêches.

Mais comme cela ne suffit pas pour apaiser la fringale du Pdg pour des postes de live vidéo, voilà que dans la tête de nos dirigeants il faut aussi s'attaquer au BPA. Le tout sans réflexion aucune. Résultat : plus de remise en contexte de l'information française à destination de nos clients étrangers, incohérence totale et dégradation de la qualité à vitesse grand V.

Désormais submergés par des séries "alertes/urgent/lead" envoyées automatiquement et simultanément sur les 4 fils en français destinés au monde entier et sans le filtrage nécessaire, les clients francophones étrangers, y compris les plus lointains, reçoivent d'innombrables alertes *"franco-françaises"* telles que : *"Investiture LREM pour le perchoir : Richard Ferrand élu au 1^{er} tour (officiel)"*, *"Jacqueline Gourault nommée à la tête d'un grand ministère des Territoires"*,

"Libération conditionnelle du faux médecin Jean-Claude Romand: décision le 11 janvier (procureur)"... Sans parler des dizaines de dépêches parfois pointues sur les discussions budgétaires à l'Assemblée nationale.

Sous couvert de rationalisation, l'un des fondements du travail du journaliste – ce qui le distingue d'un robot – est remis en cause : la sélection et la hiérarchisation de l'information.

Pour les rédacteurs des desks non francophones, c'est une charge de travail alourdie car cela les oblige à porter une attention accrue à l'abondante production du fil France.

Battons-nous pour obtenir à tout prix le retrait de cette réorganisation, battons-nous pour empêcher toutes les réorganisations dictées par la seule volonté de *"piquer"* des postes dans les services et bureaux, en France comme à l'étranger !

ENTREPRISE "NORMALE" ?

Enfin, si l'objectif du nouveau PDG est de *"porter à 50%"* la part de l'image dans le chiffre d'affaires, il a rappelé vouloir le faire en renforçant le *"réseau avec accent sur l'entertainment"*. Le SNJ-CGT alerte depuis longtemps sur la douce pente empruntée par l'AFP qui privilégie désormais le tout-vidéo, notamment avec l'augmentation exponentielle des "live", où l'émotion prime sur l'information avec une mise en perspective de l'info proche du néant (lire notre communiqué d'octobre 2018)

La CGT toutes catégories est déjà fortement engagée contre le projet désastreux de la direction de vouloir supprimer quelque 125 postes dans toutes les catégories. Ceci aura indubitablement des conséquences sur la qualité des conditions de travail et, de fait, sur celle de la production et de notre mission inscrites dans notre statut. Ni les départs qui ne représenteraient que 1% de réductions des *"charges"*, ni la vente du siège, ne régleront le problème récurrent de la pérennité du financement de l'agence.

Pire, la réduction des effectifs toutes catégories, le manque de moyens humains et techniques, seraient un vrai danger pour son développement. L'AFP n'a qu'une seule richesse, son personnel.

Contrairement à ce que certains tentent de nous faire croire, l'AFP n'est pas *"une entreprise normale"*. Parce que l'information est un bien démocratique, elle ne doit pas rimer avec marchandisation.

Pour le SNJ-CGT, la survie de l'agence ne peut être que le résultat d'une volonté politique. Or, non seulement cette volonté fait clairement défaut actuellement, en dépit des déclarations officielles répétées sur la nécessité de lutter contre la désinformation, mais l'État se permet d'exercer un chantage sournois en subordonnant son financement à des réductions de postes.

La sous-compensation de la Mission d'intérêt général (MIG) entraîne un manque à gagner de 17 millions d'euros en quatre ans, qui explique largement la situation dégradée des comptes.... au nom de laquelle il nous est demandé de nous montrer plus vertueux !

C'est pourquoi l'Etat doit prendre ses responsabilités pour que l'AFP, 3^e et seule agence mondiale de langue française puisse assurer ses missions, notamment en taxant les GAFAM.

Les salariés ont déjà beaucoup donné (7^e année sans augmentation de salaire, réduction des effectifs au fil des années, révision à la baisse de certains avantages, et le SNJ-CGT n'acceptera pas de nouveaux sacrifices qui sont sans fin et ne règlent pas les déficits de l'AFP.

Le SNJ-CGT refusera par tous les moyens légaux mis à sa disposition la casse à marche forcée.

SNJ-CGT, Paris le 26 novembre 2018